



LIBYE : « EN TEMPS DE GUERRE, ON NE FAIT PAS D'INFORMATION MAIS DE LA PROPAGANDE »

Interview de Patrick Haimzadeh*

(réalisée le 13 avril 2011 par Béatrice Hibou et Martine Jouneau)

Comment qualifier ce qui se déroule actuellement en Libye ?

Patrick Haimzadeh : L'insurrection populaire a commencé en Cyrénaïque et s'est propagée à d'autres villes en Tripolitaine. Très vite, le régime a perdu le contrôle de la Cyrénaïque. Après quelques jours en état de choc, le colonel Kadhafi a prononcé son discours de combat le 21 février 2011 dans lequel il s'engageait à « traquer les manifestants et à nettoyer le pays pouce par pouce, maison par maison, pièce par pièce... ». Par ce discours d'une grande violence, il a signifié aux Libyens qu'il ne quitterait pas le pays comme les vieux dictateurs tunisien et égyptien mais qu'il se battrait jusqu'au bout. Ce discours a ainsi donné le signal de la reprise en main de la situation à l'ouest (Tajoura, Zawiya, Sabratha, Zwara). Dans le même temps, les villes libérées de l'est nommaient des représentants qui eux-mêmes mirent rapidement en place un Conseil National de Transition (CNT) à Benghazi, chargé de la direction politique militaire du mouvement de libération en attendant la « libération » complète du pays à l'issue de laquelle devrait être instauré un nouvel Etat libyen sur une base constitutionnelle. D'une insurrection populaire, nous sommes passés début mars à une guerre civile entre deux entités politiques combattant chacune pour le pouvoir. C'est dans ce

contexte de guerre civile que la « coalition » occidentale est intervenue le 19 mars, puis l'OTAN avec mandat de « protéger les populations civiles ». L'objectif de plus en plus explicite des bombardements est devenu le départ ou la mort du colonel Kadhafi. Nous sommes donc bien dans un scénario de guerre civile avec intervention militaire directe de puissances extérieures, qui si elle a pu au départ apparaître comme l'expression d'idéaux généreux et parée des vertus d'une guerre « juste » n'en demeure pas moins porteuse des risques consubstantiels à ce type d'engagement guerrier : morts « collatéraux », escalade militaire, difficulté à stopper la logique des bombardements tant que le régime n'est pas tombé, alliance de l'insurrection avec « l'étranger » qui ne facilitera pas la nécessaire réconciliation, indispensable dans une perspective de reconstruction d'un « vivre ensemble » libyen.

Les Occidentaux, en lançant leur offensive contre Kadhafi, n'imaginaient pas une telle « résistance ». Comment l'expliquez-vous ?

P. H. : Tout simplement parce qu'ils ont à la fois sous-estimé la capacité de mobilisation et de résistance du régime libyen et surestimé la capacité de l'insurrection à l'emporter militairement et à entraîner l'ouest et le sud dans le mouvement. Sous-estimation aussi de la dimension stratégique du grand sud libyen et de l'atout qu'il constitue pour le système Kadhafi. Cette triple erreur d'analyse tient, selon moi, à plusieurs facteurs qui relèvent notamment de la méconnaissance du terrain, du refus de voir les réalités telles qu'elles sont en préférant les imaginer telles qu'on aimerait qu'elles soient et de raisons plus « idéologiques » qui tendent à attribuer presque exclusivement la stabilité de ces régimes autoritaires à leur capacité répressive, négligeant la base sociale dont ils disposent malgré tout. D'où par exemple ce discours lancé par le CNT, relayé par al Jazira et repris sans vérification ni recoupement par la quasi-totalité des médias internationaux, des « mercenaires africains » qui auraient constitué le fer de lance des bataillons de sécurité libyens. J'ai toujours rejeté ce discours en attirant l'attention sur le fait que les bataillons de sécurité

étaient majoritairement armés par des soldats libyens. Force est de reconnaître que la suite des évènements m'a donné raison.

Autrement dit, d'une certaine légitimité de la grande Jamahiriya. Au-delà des mots d'ordre, de la rhétorique du *Livre vert* et du discours de Kadhafi, quels en sont donc les ressorts et comment, au-delà de la violence, étaient (ou sont encore ?) gérés les tensions, les mécontentements et les concertations dans un système comme celui de la Libye ?

P. H. : La grande caractéristique de la Libye, c'est son absence de structure étatique. Depuis 1969, on assiste à des recompositions permanentes ; c'est un système qui n'est absolument pas rigide. En cela, Kadhafi sait jouer et s'appuyer sur une tradition de non construction de l'Etat, qui s'explique notamment par l'histoire coloniale italienne totalement différente de l'histoire coloniale française en Tunisie.

Alors que l'Empire ottoman avait intégré les élites tribales locales dans ses structures administratives – servant essentiellement à lever l'impôt, pour la conscription et la sécurité – les Italiens ne les ont pas associées. Ne parlant pas l'arabe, plutôt incompetents en matière de gestion des colonies, les Italiens mettent en place un système d'apartheid qui détruit l'embryon de structures administratives locales existantes. On passe d'un système tribal traditionnel de patronage et de clientélisme, d'où l'on commençait à sortir avec la cooptation d'élites administratives, à un système où la population libyenne totalement écartée se replie sur ses solidarités traditionnelles et se détourne des relations avec l'Etat colonial en place.

A l'indépendance, notamment dans la deuxième partie de la période monarchique (1963-1969), le pouvoir est concentré en Cyrénaïque entre les mains du roi Idriss¹ dont la légitimité était forte ; il y a alors eu à nouveau quelques velléités de construction d'Etat. Notamment avec la découverte et l'exploitation du pétrole, la nécessité et la volonté de sortir du schéma traditionnel de clientélisme sur les bases tribales se sont affirmées en essayant de faire émerger une certaine élite pour occuper des fonctions administratives dans le gouvernement

¹ Chef de la confrérie des Sanoussiya qui a combattu les Italiens et aux côtés des Britanniques.

et l'administration de la monarchie. Mais là encore, la période a été très courte et l'expérience s'est au final révélée infructueuse.

Quand Kadhafi prend le pouvoir en 1969, il arrive avec une direction collégiale assez bien répartie géographiquement entre une douzaine d'officiers de l'ouest et de l'est. Durant cette première période (1969-1973), il s'appuie sur les « nouvelles élites » placées à un certain nombre de postes clés. Rapidement cette direction collégiale éclate. Kadhafi élimine toute opposition à l'intérieur du Conseil du Commandement de la Révolution (CCR) et met en place un système très autoritaire et personnel. A partir de 1973, il fait de la tribu un acteur de plus en plus important. Il noue de nouvelles alliances avec les grandes tribus de l'est et renforce celles de l'ouest notamment avec les tribus traditionnellement alliées des Qadadfa (dont l'influente tribu des Magariha) ou nouvellement ralliées comme celles de Misrata. En 1975, l'alliance naissante à l'ouest avec les tribus de Misrata vole en éclat et laisse la place à une nouvelle alliance avec les Zintan et les Warfalla qui durera jusqu'à la tentative de coup d'état d'un officier de cette tribu en 1993 qui entraînera l'éviction de ces deux tribus des gardes prétoriennes du régime. Le système se caractérise donc par une grande souplesse et une capacité de recomposition permanente.

Si je comprends bien, à cette époque, les tensions sociales se cristallisent autour des tribus. Existe-t-il d'autres clivages, d'autres lieux d'expression du mécontentement ?

P. H. : C'est une question difficile car peu étudiée. C'est à cette époque que commence l'injustice entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. De façon très symbolique et politique, Kadhafi a répudié sa première femme originaire de Tripolitaine pour épouser en 1971 une femme d'al-Bayda, originaire de la grande tribu des Bara'issa (tribu du roi Idriss) et sceller ainsi une alliance avec l'est. Cette alliance a fonctionné un moment, mais là encore, elle n'a eu qu'un temps. A partir de 1975, le recentrage vers l'ouest va s'opérer avec le renforcement des alliances avec les Warfalla, les Zintan et les Ouled Slimane. Cette dynamique perdure jusqu'à aujourd'hui, entraînant le mécontentement croissant de la partie orientale du pays. Mais on doit évidemment nuancer cette analyse, car tout n'est pas binaire : la force du

système, qui a permis à Kadhafi de rester au pouvoir aussi longtemps, c'est que certains postes clés étaient aussi occupés par des gens de l'est, avec des alliances tournantes et l'attribution tournante des postes. Ce jeu des chaises musicales a consolidé le système politique, mais simultanément, il a empêché que les responsables mettent en place des réformes et des structures administratives pérennes et efficaces ; ils étaient mutés avant qu'elles ne produisent leurs effets. Donc, oui des gens de l'est étaient impliqués dans la redistribution de la rente, via le système de clientélisme, mais de manière très inégale.

Inégale mais le régime tient pendant 40 ans ! Au-delà de cette image d'un Kadhafi violent et imprévisible et comme vous l'avez dit en introduction, il y a aussi des mécanismes de légitimation, des négociations et des compromis qui sont construits. Comment cela fonctionne-t-il ? Comment s'articulent-ils au système de rétribution ?

P. H. : On peut dénombrer trois légitimités principales : tribale ou familiale, révolutionnaire, militaire et une dernière que je nommerais historique puisqu'elle concerne les personnes qui ont participé à des degrés divers au coup d'Etat de 1969. Si la légitimité tribale est très forte pour l'accession aux postes clés de l'appareil militaro-sécuritaire et aux comités révolutionnaires, elle n'est pas exclusive et bien évidemment des cadres dont la fidélité au Guide est ancienne et rétribuée en retour par une promotion sociale rapide pourront occuper de hautes fonctions. A partir de là, le système clientéliste touche tous les champs de la société et le système possède tous les moyens de rétribuer ses fidèles, que ce soit par la nomination à des postes au fort capital symbolique qui rapporteront indirectement à leur titulaire d'importants profits économiques ou par l'octroi de « niches » dans des secteurs d'activités fortement rémunérateurs. A l'époque de l'économie « dirigée », les rétributions pouvaient se faire en nommant des fidèles à la tête d'entreprises étatiques dont les subventions étaient détournées au profit de leurs dirigeants. A l'époque de « l'ouverture économique » (engagée depuis le début des années 2000), la rétribution des fidèles passait par l'octroi de marchés captifs ou de monopoles dans des secteurs déterminés. Bien évidemment, l'appartenance tribale, la légitimité révolutionnaire, militaire ou historique, -

qualités non exclusives les unes des autres- jouent un rôle dans l'accès à ces rétributions directes ou indirectes que j'ai décrites en détail dans mon ouvrage.

Il existe bien évidemment une petite classe de technocrates compétents qui demeurent en général cantonnés dans des postes de « gestionnaires ». Les personnels originaires des villes de Benghazi et de Misrata sont fortement représentés dans ces fonctions, compensant ainsi leur faible présence dans les fonctions révolutionnaires et militaro-sécuritaires.

Enfin, il y a tout le système d'accès aux réseaux de commerce transfrontalier et de contrôle des flux migratoires. Là, il y a articulation entre logique individuelle et logique collective, tribale ou révolutionnaire. Par exemple, un personnage que j'ai connu et que j'appellerai Slimane, n'ayant ni légitimité révolutionnaire, ni légitimité militaire, a fait fortune en partant de rien grâce à son commerce avec la Tunisie. Mais il appartient à une tribu d'importance moyenne qui possède de nombreux relais. Cela lui a facilité l'accès aux autorisations de sortir, de faire du commerce parce qu'il a bénéficié de l'appui des gens de sa tribu bien placés, au moment où il fallait.

C'est donc une articulation entre logique individuelle et logique collective. Et concernant les migrations des Africains et des Tunisiens est-ce la même chose ?

P. H. : C'est tout à fait pareil. Dans le sud avec les migrations africaines, c'est principalement les Qadadfa (et dans une moindre mesure les Magariha) qui ont la main sur cette manne. Mais ils l'ont également sur la contrebande des cigarettes dans un sens et sur les produits subventionnés dans l'autre. Il s'agit de sommes énormes.

Dans les pays voisins en Egypte et en Tunisie ou dans les représentations, on voit cela comme quelque chose de très structuré, organisé par les élites militaires des régimes en place, alors que ce que vous décrivez semble à la fois plus éclaté, plus individuel, bien qu'articulé à des logiques collectives.

P. H. : Oui, l'articulation avec l'armée est intéressante. En un sens, elle est organisée. Elle permet d'abord la rétribution des militaires qui eux-mêmes rétribuent ensuite en cascade

leurs subordonnés ou les gens de leur village, les gens qui leur sont proches et ceux en qui ils ont confiance. Mais ce système n'est pas aussi simple que cela... A Zwara, où l'émigration africaine arrivait avec des relais par bateaux en provenance de Tunisie, la Marine disait qu'il fallait des garde-côtes pour contrôler. Aussi, un certain nombre d'officiers à la retraite ou en activité ou entre les deux – on ne sait jamais en Libye, en situation floue en tout cas, il faut se rappeler que l'Administration, les services de l'Etat sont des notions qui en Libye n'ont pas vraiment de consistance – participaient aux opérations. Ces personnes agissaient surtout dans leur propre intérêt, selon les logiques de survie, d'enrichissement et de redistribution aux proches, à la famille. C'est cela la vraie clé pour comprendre l'ampleur de ce trafic mais aussi pour comprendre concrètement le système de rétribution et donc le fonctionnement concret des alliances, des compromis, des négociations. Et donc la légitimité relative du régime. Quelle que soit la nature du régime qui se mettra en place par la suite, on peut s'attendre à ce que ce soit la même chose. Ça changera demain, ce sera plus ouvert, la répartition sera peut-être meilleure – on peut l'espérer – mais il y aura toujours un système de prédation consubstantiel au système rentier fondé sur les ressources pétrolières.

Un système aussi articulé aux logiques redistributives selon les logiques tribales ?

Est-ce que les logiques tribales font partie des fondamentaux de la société libyenne ?

P. H. : Oui, et cela aussi restera quelque chose de fort, y compris si des logiques de modernisation se mettent en place. Il faut avoir une autre vision des logiques tribales, une vision qui ne soit pas celle du passé, de l'archaïsme. Les réseaux de solidarité peuvent continuer à structurer le champ social à côté d'un passage à une forme de modernité, une modernité qui ne se fera pas selon des modèles préconçus, avec un mode de représentation telle qu'on l'attendrait en Occident par exemple. Pour moi le passage à la modernité, c'est obtenir un minimum de sécurité quand on entreprend quelque chose et une reconnaissance des compétences. Il existe de bons technocrates en Libye et ils peuvent acquérir plus de poids. Mais dans la logique tribale, même modernisée, ils n'auront pas accès aux principaux postes, ceux où se prennent les décisions. Ils seront juste en dessous...

Comment fonctionnaient vraiment ces mécanismes de redistribution à travers les logiques tribales et le clientélisme ?

P. H. : Il existe une grande souplesse dans ce système où tout est prétexte à rétribution envers les tribus comme envers les Comités révolutionnaires, avec parfois des coïncidences. Tantôt s'applique une légitimité révolutionnaire, tantôt une légitimité familiale ou tribale, tantôt une légitimité historique (pour les proches de Kadhafi au moment du coup d'Etat), sans oublier la légitimité militaire (bien que moins affirmée, l'armée n'ayant jamais constitué un corps important, à l'inverse de leur positionnement en Egypte ou en Algérie). Kadhafi joue en permanence sur ces différents piliers et ça fonctionne assez bien. Par exemple, Moussa Koussa², qui vient d'une famille d'origine ottomane (que l'on nomme les Koulougli) de la banlieue de Tripoli, remarqué dans les Comités révolutionnaires, n'a pas de véritable légitimité tribale ni d'ancrage profond dans le tissu libyen, c'est pourquoi sa défection n'est pas extrêmement significative. Si demain Abdallah Senoussi s'en va, ce serait plus problématique pour Kadhafi. Moussa Koussa est un orateur hors pair, coopté parce que dans les Universités, les Comités savaient repérer des gens brillants qui en imposaient par la parole ou l'action violente et qui finalement se retrouvaient assez vite dans des postes de responsabilité. En ce sens, Moussa Koussa a bousculé le schéma tribal traditionnel : pas d'ancrage et il ne vient pas d'une grande tribu. Finalement il y a beaucoup d'exemples de ce type.

Pour autant, les Comités révolutionnaires, les congrès populaires de base ne peuvent être balayés d'un revers de main. Ils sont aussi un levier important, une caisse de résonance. Par exemple, sur le statut de la femme, Kadhafi était sur certains points plus en avance que son peuple : à plusieurs reprises il a lancé des projets – qui n'étaient pas toujours suivis, comme celui sur le statut de la femme -, et c'était une manière de sentir la base, de connaître le pays, de faire remonter les informations. Ce système des Comités populaires de

² Chef du service de Sécurité et du renseignement extérieur de 1994 à 2009, puis ministre des Affaires étrangères jusqu'à sa démission le 28 mars 2011

base s'avère d'ailleurs bien utile et adapté à une société sans Etat. La rhétorique sur le pouvoir des masses, traditionnellement méfiantes à l'égard de l'Etat, « ça parlait » et a fonctionné pendant 42 ans avec des recompositions permanentes.

Alors la dimension violente n'existe pas en période « normale » ?

P. H. : Si, si. Ce système de négociation avec les tribus comme avec les comités révolutionnaires n'exclut pas l'exercice de la violence. Par exemple avec les Warfala, les gens de Misrata, il y a toujours eu des recompositions et des renégociations simultanément à l'existence de violences. Dans la loi tribale, quand on trahit, c'est la mort. Et depuis 40 ans, l'histoire est parsemée de morts violentes, d'accidents ou d'exécutions parce qu'à un moment donné, il y a eu remise en question d'une allégeance, d'un pacte.

Cette imbrication de la violence, de la logique tribale et du clientélisme qui permet négociations et compromis, comment fonctionne-t-elle aujourd'hui en temps de guerre civile et de manifestations ? Est-ce que cela a complètement volé en éclats ou ces mécanismes sont-ils à l'œuvre différemment ?

P. H. : Il semble que dans la région de Cyrénaïque les solidarités et le sentiment d'appartenance à une même entité soient forts – c'est une réalité historique. Les Italiens étaient présents depuis 1911, la transition de l'administration ottomane à l'italienne s'est faite progressivement. Ce n'est qu'en 1929 que l'on a commencé à appeler la Libye, « Libye » ; pour la première fois en 1929 les trois provinces (Cyrénaïque, Tripolitaine, Fezzan) ont été administrées par un même gouverneur. En Cyrénaïque, le fort sentiment d'appartenir à un ancêtre commun, banu Seleïm, est partagé par douze grandes tribus de la région. Dans une situation de violence comme dans celle dans laquelle nous sommes, même s'il y a des différends entre ces grandes tribus ou entre groupes, c'est le régime « libyen » qui est remis en cause, pas ces solidarités tribales et régionales. Du coup, l'opposition entre l'est et l'ouest reprend de la vigueur (les cas de Misrata, Zawiya, Zintan et les tribus berbères du djebel Nefoussa en rébellion plus ou moins ouverte également contre le régime possédant chacun

sa dynamique propre à l'ouest). Le drapeau des insurgés, c'est celui de la monarchie dont le siège était à al-Bayda ou à Benghazi. Les leaders de Cyrénaïque ont changé le drapeau sans consulter le reste de la population, qui représente pourtant les deux-tiers du pays.

Pourtant, la situation est plus complexe que cette seule dynamique tribale et régionale. Je n'ai pas entendu dire que le chef d'état-major de la marine, l'amiral Sweïhli, ait fait défection. Il fait partie d'une grande famille de Misrata, il est le petit-fils de Ramadan al Sweïhli, grande figure de la République de Misrata proclamée en 1918 et qui a duré deux ans. Il y a donc dans cette ville une forte tradition locale, qui va au-delà des grands clivages entre les trois provinces et qui complexifie la situation. Misrata est une ville étendue comme Benghazi : il doit y avoir entre 20 à 30 km entre le port et le centre-ville. Quand on entend dire aujourd'hui que les forces de Kadhafi sont entrées, ou pas, dans Misrata, cela ne veut rien dire car il n'y a pas de ligne de front. Il y a certainement des quartiers qui sont sous contrôle des rebelles, d'autres non... Il faut aussi compter avec des lignes de clivage entre grandes familles de Misrata, entre Koulougli, qui ont eux-mêmes des liens de parenté avec des familles originaires de Misrata ou Benghazi, entraînant des recompositions à l'intérieur même de certaines régions. Le fait est, que les gens qu'on voit en ce moment dans l'opposition sont de l'est, comme Abdel Fatah Younes, chef des insurgés, issu d'une très grande tribu de la frontière avec l'Egypte. Les forces insurgées disent qu'il y a des gens cachés d'autres régions, qui soutiennent la rébellion et qui, comme l'imam caché... ne veulent pas se montrer par peur pour leur famille... Quel crédit peut-on porter à cela ? Et surtout qu'est-ce que cela change en termes de rapport de force sur le terrain ? Ce qui est certain en revanche, c'est que les combats radicalisent les clivages.

Les tribus d'autres régions, qui à un moment donné avaient plutôt appuyé la révolte, sont-elles à nouveau entrées dans un cycle de négociation ?

P. H. : Je pense surtout qu'il y a certaines tribus attentistes. Telles les Zwaya de Koufra, ville à la fois proche et lointaine, qui sont aussi très bien représentées à Ajdabiya, ville symbole,

prise et reprise plusieurs fois, bien étudiée par John Davis³ et théâtre d' affrontements fréquents entre tribus au début des années 2000 sur des enjeux de pouvoirs locaux.

En temps de paix, en temps normal, il y a des logiques différenciées, il peut y avoir des gens d'une même tribu qui prennent des positionnements sociaux et politiques différents. Par exemple, des gens de la tribu des 'Awaguir, à Benghazi, que j'ai bien connus lorsque j'étais en Libye : l'un d'eux était colonel dans l'armée et un autre universitaire, très critique à l'égard du régime. Mais ils se parlaient, les canaux de communication existaient. En temps de guerre en revanche, c'est beaucoup plus compliqué dans les familles et les gens sont obligés de faire des choix. *In fine*, les gens sont en général solidaires ; la solidarité familiale et tribale prime – mon colonel 'Awaguir est passé à l'insurrection. Ceci n'exclut pas non plus des logiques individuelles ou subtribales, ce qui explique que des notables (cheikhs) d'une même tribu aient fait pour certains allégeance au CNT tandis que d'autres se déclaraient fidèles au régime.

Cela a donc pour conséquence d'accroître les clivages régionaux et les clivages entre familles et tribus ?

P. H. : Oui, et c'est plus particulièrement vrai de l'ouest, région où les tribus sont plus petites, plus nombreuses et moins « structurantes » du tissu social ; une région aussi caractérisée par un sentiment d'appartenance régionale moins fort que dans l'est, et sans doute pour cela, plus facile à diriger. Dans mon livre, j'ai appelé Tripoli la « ville de toutes les ambitions », car les gens sont tous plus ou moins proches du pouvoir et, en tout cas, ont accès aux rétributions, comme par exemple dans le commerce avec la Tunisie, l'Egypte ou l'Afrique mentionné plus haut.

A partir de cette compréhension de la société et du système politique libyen, quelle est votre analyse de l'intervention militaire ? Si on vous suit, vous n'adhérez pas à la

³ *Le système libyen. Les tribus et la révolution*, Paris, PUF, 1990, 293 p.

vision qui s'est diffusée en Occident d'un Kadhafi tyran, devenu fou, sans aucune légitimité et tirant sur une population massivement opposée à lui...

P. H. : Effectivement ! Je ne suis pas à l'abri du travers des experts : empathie avec son sujet, perte d'objectivité et des grands principes universels du bien du mal ; mais être réaliste, c'est forcément être contre... contre ce genre d'analyse simpliste et duale.

J'étais le premier à me réjouir d'un mouvement d'émancipation des peuples dans la région, même s'il y a eu des morts en Tunisie et en Egypte. Mais très tôt j'ai pensé qu'en Libye cela se passerait autrement. Lors d'une conférence le 4 mars, j'ai dit : « Kadhafi n'est pas terminé, il a des ressources, ses soldats ne sont pas que des mercenaires, ne reprenez pas toute la propagande, il a des gens aussi autour et avec lui ».

J'ai suivi les événements sur al-Jazira qui s'est impliqué très fort du côté de la rébellion, c'était passionnant et séduisant mais on n'entendait que ce son de cloche. Maintenant, on voit bien que le Qatar est le seul pays qui est dans la coalition ! En l'absence d'une bonne connaissance du terrain et d'une forte capacité de résistance à cette propagande généralisée, on est entraîné dans cette interprétation : c'est ainsi que la majorité des médias a véhiculé l'idée que le système allait tomber très vite. Il faut rappeler qu'en temps de guerre, on ne fait pas d'information mais de la propagande. En 1991, la décision des frappes aériennes a été argumentée par l'affirmation que l'armée irakienne était la « troisième armée du monde » ; en 2003, Saddam Hussein « possédait des armes de destruction massive » ; et aujourd'hui, on nous dit que BHL a sauvé Benghazi d'un « génocide »... Génocide, massacres, bains de sang, on n'est plus dans l'analyse, on est dans l'idéologie.

Donc, ce que vous dites, c'est que les frappes aériennes ont été décidées sur des arguments fallacieux ?

P. H. : Au départ, j'ai une expertise militaire, et je pense pouvoir parler plus précisément de ce point. On nous a dit que les frappes aériennes avaient détruit 40 chars. J'ai recoupé mes sources, les informations données notamment par le journaliste Christophe Ayad qui était sur place et a rédigé d'excellents papiers, mais aussi celles du ministère de la Défense et...

toutes ces sources fiables donnent un nombre de 4 ou 5 chars détruits ! Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Depuis une semaine avant les frappes, les forces de Kadhafi étaient à vingt kilomètres de Benghazi. Je pense qu'ils n'avaient ni l'intention ni la capacité de rentrer dans Benghazi avec leur bataillon, composé de 20 chars uniquement. En réalité, ils avaient toutes les chances de se faire laminer. Là aussi, on nous a reconstruit une histoire. Peut-être même que d'un point de vue tactique, il aurait fallu qu'ils rentrent dans Benghazi et qu'ils soient défaits par les rebelles eux-mêmes, plutôt que de lancer cette grosse opération occidentale, à des fins politiques. L'insurrection serait ainsi restée maîtresse de sa victoire et n'aurait pas risqué d'apparaître une fois de plus comme le sous-produit d'une intervention militaire occidentale. Cela aura de graves conséquences pour la suite et compliquera la reconstruction d'un éventuel futur Etat libyen unifié.

Des fins politiques... vous voulez dire des fins de politique intérieure, du côté des Français ?

P. H. : Oui, de politique intérieure et d'affichage. L'arme aérienne et son côté « chirurgical » tant vanté par les communicants des armées occidentales depuis 20 ans maintenant est une façon de faire la guerre à coût humain quasi nul. Le côté spectaculaire d'avions ultramodernes (qui étaient encore proposés à la vente à la Libye il y a moins de deux ans) procédant à des « frappes ciblées » de jour comme de nuit est très fort au plan médiatique. Il permet au pouvoir politique de montrer que, quelques heures après avoir pris sa décision, il y a des résultats sur le terrain. Nous sommes là dans le temps court et dans la posture. Comme je l'ai dit au début de l'entretien et l'ai analysé précédemment pour ce qui est de Benghazi, l'efficacité militaire de ces bombardements de l'OTAN est faible dans l'évolution des rapports de forces sur le terrain. Elle a néanmoins été unanimement saluée par la quasi-totalité de la classe politique et médiatique. Au plan politique intérieur, cette opération est donc un succès même s'il est avéré que la politique étrangère a peu d'influence sur les enjeux de politique intérieure.

A plus long terme, l'intervention de l'OTAN (qui ne se justifie plus désormais par l'urgence d'un « sauvetage ») ferme la porte à tout processus de négociation qui ne pose pas comme préalable le départ de Kadhafi. Ceci signifie que l'OTAN est condamnée à réussir, c'est-à-dire à éliminer directement Kadhafi. C'est un pari risqué qui s'appuie sur l'espoir que le premier cercle autour de Kadhafi ou/et la population va lâcher le régime du fait de « la pression militaire ». La corrélation entre les bombardements et la fin du régime de Kadhafi n'est pourtant pas avérée (dans l'histoire de l'arme aérienne, on ne connaît pas de bombardement qui ont entraîné le chute d'un régime sans offensive terrestre). Si on n'est pas à l'abri d'une surprise dans un processus que les mathématiciens qualifieraient de « chaotique » comportant une infinité de paramètres liés entre eux et donc impossibles à modéliser, je demeure convaincu que l'action des bombardements ne constitue qu'un élément marginal de cette équation. La coalition peut tenter de se convaincre que les bombardements augmentent la probabilité d'un soulèvement mais rien n'est moins sûr. La seule courbe avérée dans ce domaine est celle du temps qui passe : à savoir que chaque jour Kadhafi aura un jour de plus...

Les Occidentaux ont donc sous-estimé l'ampleur des risques d'une telle intervention ?

P. H. : En effet. Il y a un risque d'escalade militaire et ses conséquences sont importantes. Notamment en termes de morts, de victimes civiles innocentes tuées par les bombes de l'OTAN. Quant aux conséquences politiques à long terme de l'implication militaire directe d'une puissance occidentale aux côtés du CNT, elles sont bien réelles et auraient de quoi préoccuper les dirigeants occidentaux impliqués dans cette guerre.

De même, la reconnaissance du gouvernement mis en place par les insurgés et la décision d'ouvrir une ambassade à Benghazi sont des actions tout aussi politiciennes et déconnectées de la réalité. Le Président Obama ne s'y est d'ailleurs pas trompé et s'est bien gardé jusqu'à présent de reconnaître le CNT comme seule autorité légitime du peuple libyen, et ce en dépit du fait que les Etats-Unis (contrairement à la France) ont une certaine tradition

de reconnaissance de mouvements (et non d'Etats) comme autorités légitimes des peuples. Dans les faits, le CNT ne représente en effet que la Cyrénaïque, soit un tiers de la population libyenne. Les deux tiers de la population libyenne en payent le prix et se retrouvent coupés du monde comme aux heures les plus sombres de l'embargo, terrorisés tant par les bombardements que par la dictature de Kadhafi et plus préoccupés de ce fait par leur survie quotidienne que par la mobilisation politique et militaire contre le régime.

Tout cela a enfermé dans une escalade guerrière la France et le Royaume Uni qui sont condamnés à aller au bout de leurs buts de guerre qui sont désormais clairs : la chute du régime Kadhafi par la mort ou le départ du dictateur. Cet engagement militaire direct aux côtés d'une des deux parties met de fait ces deux pays hors-jeu pour une médiation. Car si le statu quo actuel perdure, que fait-on à part bombarder toujours ? On coupe le pays en deux, on reste chacun de son côté ? On discute, on trouve un statut d'autonomie pour l'est, on entreprend des renégociations dans certains domaines ? Kadhafi est prêt à lâcher des choses, c'est un pragmatique. Mais la France et le Royaume Uni ne sont plus en position pour conduire une médiation, car ils sont devenus une force belligérante. Ce sera peut-être les Allemands, les Grecs ou les Turcs, bref tous ces pays qu'on a qualifiés « d'irresponsables » et qui finalement risquent de se retrouver en position de force pour négocier.

La solution rêvée, c'est le scénario du soulèvement généralisé en Tripolitaine entraînant la chute du régime. Et là c'est une grande inconnue. Mais pour l'instant et depuis plus de deux mois, ce n'est pas cela qui se passe. On ne peut pas prendre nos rêves pour la réalité. Durant mes trois ans passés là-bas, ma grande interrogation portait sur les gens, leur parcours, leur compréhension de ce qui se passait. En 2003, quand le régime de Saddam Hussein est tombé, j'étais en Libye chez des amis, on regardait al-Jazira et ils me disaient : « tu vois, nous on n'aime pas Kadhafi. Mais tu as vu Fallujah, tu vois le chaos ? Nous on a peur, ça pourrait être pareil chez nous ». Donc, on n'aime pas Kadhafi mais on a plus à perdre qu'à gagner. Beaucoup de Libyens m'ont dit cela et ce sont ceux qui restent chez eux, pour l'instant du moins, parce qu'ils ont peur de l'après, parce que, bon an mal an, ils

sont quand même rétribués, tous ces emplois de fonctionnaires, tous ces avantages en nature depuis des années ce n'est pas rien, ces prêts non-remboursables et puis le problème de la violence. Dans le reste de la Libye, on n'est pas comme à Benghazi, inséré dans des réseaux forts de solidarité, notamment pour aller au combat. A Tripoli, c'est beaucoup plus émietté et les gens se surveillent les uns les autres.

Ces populations de l'ouest, qui se sont à un moment soulevées contre Kadhafi (c'est du moins ce que l'on nous a dit...) et qui aujourd'hui sont dans l'attente ou le retrait, comment sont-elles gérées ? Est-ce que les logiques de clientélisme et de négociation ont repris le dessus ou bien est-ce la violence qui les a fait changer de comportement ?

P. H. : C'est difficile à dire. Il faut bien distinguer les premiers jours de l'insurrection où beaucoup de gens y ont cru et sont descendus dans les rues, y compris à Tripoli avec la situation actuelle. Le pouvoir a été sous le choc pendant 2 ou 3 jours avant de se ressaisir, notamment à la suite du discours guerrier de Kadhafi du 21 février. Les répressions ont été brèves et violentes et ont dissuadé la majorité des manifestants non armés des premiers jours de descendre dans les rues. Le soulèvement s'est poursuivi dans certains quartiers de Tripoli et dans des villes de vieille tradition frondeuse, comme à Zawiya où en septembre 2000 des exactions avaient été commises contre les Africains. Officiellement, il y avait eu une dizaine de morts et en réalité une centaine. Cette irruption de la violence était en réalité un signal envoyé à Kadhafi qui quelques semaines avant avait fait raser le mémorial d'Omar al Mokhtar de Benghazi. De nombreux observateurs avaient à l'époque lié les deux événements ; les liens étant forts pour des raisons historiques entre les habitants de Benghazi et ceux de Zawiya (comme ils le sont entre ceux de Benghazi et de Misrata). Des connections existent aussi entre Zwara, ville à fort peuplement berbère, et les régions berbères rebelles du djebel Nefoussa.

Les villes qui se sont soulevées sont celles où existent de forts particularismes. La protestation y a été réprimée par la violence. La valeur de l'exemple est très importante aussi

et les gens ont peur tandis que la vie doit reprendre son cours bon an mal an. Au niveau économique, tout doit à nouveau fonctionner par réseau de solidarité traditionnelle avec forcément une réactivation au niveau local que Kadhafi a lui-même les moyens d'alimenter : on l'a vu lorsqu'il donnait 400 ou 500 euros à chaque famille.

En ce moment, on est dans une phase violente et le contrôle du territoire est désormais sous-traité en partie aux tribus ou clans restés fidèles (pour des raisons diverses) ou achetées par le régime. Les brigades de sécurité comptent environ 10 000 hommes, mais le régime a armé de nombreux jeunes supplétifs libyens (y compris au sein des tribus arabes du djebel Nefussa). Nous sommes donc bien dans un schéma de guerre civile. Les logiques répressives évidentes ne sont donc pas exclusives de logiques d'adhésion.

Pour les deux tiers de la population restante de Tripolitaine qui ne sont ni dans la résistance ni dans le soutien actif au régime, c'est une logique d'attentisme et de distanciation non partisane qui prévaut. Pour cette majorité de gens, il s'agit avant tout de mettre en œuvre des stratégies de survie que l'on pourrait résumer par cette phrase d'un Libyen de Tripoli recueillie il y a quelques jours : « il faut aller chercher du pain, et du pain on n'en trouve plus parce que les boulangers, c'étaient les Egyptiens et les Tunisiens ; alors... il faut se mettre au travail ».

***Patrick Haimzadeh vient de publier *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, JC Latès, 2011, 187 p.**